



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE-F09322P0264 du 13/10/2022
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 03/10/2022 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09322P0264, relative à la réalisation d'un projet de dragages d'entretien de l'embouchure de la Garonne et du Pédégal et rechargements en sables des plages de Fréjus et du Veillat sur les communes de Fréjus et Saint-Raphaël (83), déposée par Estérel Côte d'Azur Agglomération, reçue le 29/08/2022 et considérée complète le 29/08/2022 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 29/08/2022 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 13 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en une revalorisation des sables dragués chaque année à l'embouchure du Pédégal et de la Garonne, qui seront partiellement réutilisés dans le cadre du rechargement des plages avoisinantes du Veillat et de Fréjus, et comprenant :

- des opérations annuelles de dragage de l'embouchure du Pédégal et de la Garonne, sur une surface minimale de 2 000 m², et pour un volume compris entre 3 000 et 5 000 m³/an ;
- la réutilisation d'une partie de ces matériaux pour le rechargement de la plage du Veillat, sur une surface d'environ 10 000 m², et de la plage de Fréjus, sur une surface de 20 000 m², ou leur stockage temporaire sur une plateforme dédiée (carrière des grands Caous ou centre technique municipal de Saint-Raphaël), avant leur reprise pour le rechargement des plages ;

Considérant que ce projet a pour objectifs de permettre de :

- revaloriser une partie des sédiments dragués chaque année, sur des plages à proximité de la zone d'extraction ;
- mutualiser les opérations de dragage et rechargement à l'échelle de l'agglomération ;
- limiter l'érosion des plages ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone littorale, à l'embouchure des cours d'eau Pédégal et la Garonne et sur les plages avoisinantes ;
- en zone urbaine, aux abords de secteurs artificialisés ;
- à environ 60 mètres d'herbiers de posidonies et de cymodocées, espèces végétales marines protégées ;
- partiellement en zone d'aléa inondation définie par l'atlas régional des zones inondables (AZI) et en zone d'aléa submersions marines définie par le porter-à-connaissance de l'aléa submersions marines sur les communes du littoral varois du 13/12/2019 ;

Considérant que la plage du Veillat a déjà été concernée par des opérations successives de rechargements en sables en 2019, 2020, 2021 et 2022, ayant fait l'objet de demandes d'examen au cas par cas déposées par la Commune de Saint-Raphaël ;

Considérant que le projet concerne un programme global prévoyant un renouvellement annuel des opérations de dragage et de rechargement sur une période de 10 ans, et que les volumes de matériaux concernés chaque année par ces opérations ne sont pas précisément définis ;

Considérant que l'ensemble de ces opérations de rechargements et de dragages mérite de faire l'objet d'une analyse précise permettant d'examiner notamment :

- la prise en compte de manière pérenne des enjeux liés à l'érosion des plages et à l'ensablement de l'embouchure du Pédégal et de la Garonne ;
- les modifications des équilibres sédimentaires du secteur que ces opérations successives sont susceptibles d'engendrer ;
- les impacts globaux de ces opérations sur les milieux littoraux et marins, ainsi que sur la biodiversité, y compris les herbiers de posidonies et les cymodocées présents à proximité ;

Considérant la nécessité de préciser les enjeux relatifs à la présence d'herbiers de posidonies dans le secteur en ce qui concerne leurs caractéristiques ainsi que leurs modalités de gestion dans le cadre des opérations prévues ;

Considérant que les campagnes de prélèvements et les analyses réalisées entre 2010 et 2021 concernant les sédiments issus du dragage de l'embouchure du Pédégal et de la Garonne ont mis en évidence des pollutions ponctuelles liées à la présence de métaux lourds (chrome et plomb) et d'hydrocarbures ;

Considérant que l'impact environnemental du transit et de la valorisation de ces sédiments nécessite une analyse particulière, notamment au niveau des filières retenues en accord avec la législation relative aux déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement qui les gèrent ;

Considérant que les incidences cumulatives potentielles liées aux mouvements répétés de matériaux dans ce secteur sont à appréhender de manière globale ;

Arrête :**Article 1**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de dragages d'entretien de l'embouchure de la Garonne et du Pédégal et rechargements en sables des plages de Fréjus et du Veillat situé sur les communes de Fréjus et Saint-Raphaël (83) doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à Estérel Côte d'Azur Agglomération.

Fait à Marseille, le 13/10/2022.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur par intérim et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Véronique LAMBERT

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
31 Rue Jean-François Leca - 13002 Marseille

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).